

Bruxelles, le 12.11.2018  
C(2018) 7598 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 12.11.2018**

**relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République  
démocratique du Congo**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12.11.2018

### relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action «projet d'appui à l'ordonnateur national du FED IV» il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national (PIN) pour la période 2014-2020<sup>4</sup> dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures. Le point 6.2 établit comme mesure d'accompagnement de la programmation un appui à l'ordonnateur national.
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (ci-après l'«accord interne») consistent à garantir la mise en œuvre du processus de programmation et de formulation du PIN 11<sup>e</sup> FED, et à poursuivre l'appui apporté à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement par le biais de programmes de développement pertinents financés par le FED.
- (5) L'action intitulée «projet d'appui à l'ordonnateur national du FED IV» a pour objectif de renforcer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union Européenne et la République démocratique du Congo C(2014)3904 final du 17.6.2014.

- (7) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (9) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*La mesure*

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo, présentée en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante: «projet d'appui à l'ordonnateur national du FED IV», présentée en annexe.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union européenne destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 2 500 000 EUR, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

*Article 3*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au fin de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 4*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées en annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans l'annexe conformément au point 5.4.1.

Fait à Bruxelles, le 12.11.2018

*Par la Commission*  
*Stefano Manservigi*  
*Director-General*  
*Directorate General for International*  
*Cooperation and Development*